ARRÊTÉ DU MAIRE
N° A-2020-068

Arrêté relatif à une dérogation pour travaux nocturnes bruyants effectués boulevard Raymond Poincaré à Caen du 11 mai au 29 mai 2020 par la Société EIFFAGE ROUTE

LE MAIRE DE CAEN,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2212-2, L2214-3, L2214-4, L2215-1 et L2215.3,

VU le Code de la santé publique et notamment les articles L 1311-1, L1311-2, L1312-1, L1421-4, R1336-4 à R1336-11 et R1337-6 à R 1337-10-2,

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L571-1 et suivants,

VU l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2008 relatif à la lutte contre les nuisances sonores et notamment l'article 15,

VU la demande de Monsieur Yvan RABAEY – ingénieur études – Société EIFFAGE ROUTE – 7, rue Newton à Mondeville (14120) - en date du 30 avril 2020,

CONSIDERANT la nécessité pour la Société EIFFAGE ROUTE de réaliser des travaux de scellement de trois regards situés sur la bande de roulement et de reprises ponctuelles d'enrobés boulevard Raymond Poincaré à Caen,

CONSIDERANT que ces travaux potentiellement bruyants doivent être effectués de nuit de 20h00 à 06h00,

CONSIDERANT que ces travaux effectués par la Société EIFFAGE ROUTE sont prévus les nuits du 11 au 29 mai 2020, entre 20h00 et 06h00, car ils ne sont pas compatibles avec le passage de véhicules et notamment de bus,

ARRETE

ARTICLE 1 : Une dérogation exceptionnelle est accordée à la Société EIFFAGE ROUTE – 7, rue Newton à Mondeville (14120) pour effectuer des travaux de scellement de trois regards situés sur la bande de roulement et de reprises ponctuelles d'enrobés boulevard Raymond Poincaré à Caen, les nuits du 11 au 29 mai 2020, entre 20h00 et 06h00, à l'exception des nuits de weekend et jours fériés.

ARTICLE 2 : Les riverains susceptibles d'être gênés devront être informés au préalable de ces travaux par la Société EIFFAGE ROUTE.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté devra être affiché de façon visible sur les lieux du chantier durant toute la durée des travaux.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Caen et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen le 12 mai 2020

Affiché le 14/05/20

Transmis à la préfecture le 14/05/20

Identifiant de l'acte 014-211401187-20200101-lmc190291-AR-1-

1

Exécutoire le 14/05/20

Notifié le

Le Maire,

Joël BRUNEAU

ARRÊTÉ DU MAIRE
N° A-2020-074

**Arrêté relatif à une dérogation pour travaux nocturnes bruyants
effectués avenue du Père Charles de Foucauld à Caen du 11 mai au 29
mai 2020
par la Société EIFFAGE ROUTE**

LE MAIRE DE CAEN,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2212-2, L2214-3, L2214-4, L2215-1 et L2215.3,

VU le Code de la santé publique et notamment les articles L 1311-1, L1311-2, L1312-1, L1421-4, R1336-4 à R1336-11 et R1337-6 à R 1337-10-2,

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L571-1 et suivants,

VU l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2008 relatif à la lutte contre les nuisances sonores et notamment l'article 15,

VU la demande de Monsieur Yvan RABAEY – ingénieur études – Société EIFFAGE ROUTE – 7, rue Newton à Mondeville (14120) - en date du 30 avril 2020,

CONSIDERANT la nécessité pour la Société EIFFAGE ROUTE de réaliser des travaux de dégagement d'un tampon sous voirie, de reprise de béton sur la plateforme du tramway et de réfection de tranchée le long des bordures de la voie de tramway, avenue du Père Charles de Foucauld à Caen,

CONSIDERANT que ces travaux potentiellement bruyants doivent être effectués de nuit de 20h00 à 06h00,

CONSIDERANT que ces travaux effectués par la Société EIFFAGE ROUTE sont prévus les nuits du 11 au 29 mai 2020, entre 20h00 et 06h00, car ils ne sont pas compatibles avec le passage de véhicules et notamment de bus,

ARRETE

ARTICLE 1 : Une dérogation exceptionnelle est accordée à la Société EIFFAGE ROUTE – 7, rue Newton à Mondeville (14120) pour effectuer des travaux de dégagement d'un tampon sous voirie, de reprise de béton sur la plateforme du tramway et de réfection de tranchée le long des bordures de la voie de tramway, avenue du Père Charles de Foucauld à Caen, les nuits du 11 au 29 mai 2020, entre 20h00 et 06h00, à l'exception des nuits de weekend et jours fériés.

ARTICLE 2 : Les riverains susceptibles d'être gênés devront être informés au préalable de ces travaux par la Société EIFFAGE ROUTE.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté devra être affiché de façon visible sur les lieux du chantier durant toute la durée des travaux.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Caen et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen le 12 mai 2020

Affiché le 14/05/20

Transmis à la préfecture le 14/05/20

Identifiant de l'acte 014-211401187-20200101-lmc190303-AR-1-

1

Exécutoire le 14/05/20

Notifié le

Le Maire,

Joël BRUNEAU

ARRÊTÉ DU MAIRE
N° A-2020-075

Dispositions relatives à la gestion des animaux sur l'espace public

LE MAIRE DE CAEN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2122-24 et L 2212-2,

VU le Code Pénal et notamment les articles R 610-5 et R 632-1,

VU le Code de la Santé Publique et notamment son article L 1311-2,

VU le Code Rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 211-11 et suivants,

VU le Règlement Sanitaire Départemental du Calvados et plus particulièrement son Article 99-6,

CONSIDÉRANT qu'il appartient au Maire d'assurer la police de la sécurité, de la sûreté, de la salubrité publique et de définir, dans l'intérêt de l'hygiène générale des rues, les obligations des propriétaires d'animaux et notamment des chiens,

CONSIDÉRANT que la présence et la circulation de chiens sur les voies publiques particulièrement fréquentées du centre-ville, ainsi que dans les parcs, squares publics et zones de loisirs et de détente également fréquentés, notamment par les enfants, sont susceptibles de menacer la sécurité des passants,

CONSIDÉRANT que de multiples incidents impliquant des chiens sont survenus récemment sur les voies publiques,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Dispositions générales :

Les chiens circulant sur la voie publique, dans les lieux publics et dépendances ouvertes au public en zone urbaine doivent obligatoirement être tenus en laisse, identifiés par un procédé agréé (tatouage ou puce électronique).

Les chiens considérés comme dangereux (chiens classés en 1^{ère} et 2^{ème} catégorie) doivent être muselés, conformément à l'article L 211-16 du Code rural et de la pêche maritime. Leurs détenteurs doivent pouvoir présenter les documents afférents à la conduite de l'animal lors de contrôles des forces de l'ordre sur le domaine public.

ARTICLE 2 : Pour préserver le bon ordre, la sécurité, la tranquillité et l'hygiène publiques, les regroupements statiques de chiens même accompagnés de leurs maîtres et tenus en laisse, susceptible d'occasionner un trouble du fait de leur comportement ou de celui de leur détenteur, sont interdits dans les lieux suivants :

- Place de la Résistance,
- Square Jean Soreth,
- Place de la Gare,
- Esplanade Léopold Sédar Senghor, rue Rosa Parks, rue de la Gare, Avenue Pierre Mendès France,
- Square Venelle aux Champs,
- Rue de la Venelle aux Champs,

- Les Degrés du vieux cimetière

Cette mesure est applicable également dans le périmètre défini par les voies suivantes (voir plan en annexe) :

Boulevard Bertrand – Place Gambetta – Rue de l'Oratoire – Rue de l'Engannerie – l'ensemble du Quai Venduvre – Place Courtonne – Rue Samuel Bochart – Rue Basse – Rue Buquet – Rue du Vaugueux – Rue des Fossés du Château – Place Michel de Bouard – Rue du Gaillon – Rue de Geôle – Fossés Saint Julien – Place Saint Martin – Rue Saint Martin – Place de l'Ancienne Boucherie – Rue Caponière – Rue de l'Abbatiale – Rue du Carel – Promenade du Fort,

Cette interdiction s'applique du lundi au samedi inclus, entre 09 heures 30 et minuit.

ARTICLE 3 : L'utilisation des chiens de manière agressive ou à des fins de provocation et d'intimidation ainsi que dans toutes circonstances créant un danger pour autrui, est rigoureusement interdite et fera l'objet de poursuites prévues par la loi.

ARTICLE 4 : En cas de danger grave et immédiat, les animaux pourront être capturés et conduits à la fourrière animale où ils seront gardés pendant un délai franc de huit jours ouvrés, conformément à l'article L 211-11 du Code Rural et de la pêche maritime.

Sans préjudice des sanctions pénales, sous réserve de présenter toutes les garanties de garde et de s'acquitter des frais de mise en fourrière, ils pourront être restitués à leur propriétaire.

ARTICLE 5 : Il est interdit de laisser les chiens, ou tout autre animal domestique, souiller la voie publique et ses dépendances, notamment les caniveaux, trottoirs, places publiques, ainsi que les pelouses, plates-bandes et allées des espaces verts et jardins publics, et aires aménagées pour les jeux des enfants.

En dehors des emplacements spéciaux dénommés « canisites », les propriétaires et gardiens d'animaux sont tenus de débarrasser le domaine public et ses dépendances des déjections, cela immédiatement et par tout moyen approprié.

Afin de faciliter le ramassage des déjections, un certain nombre de lieux publics sont équipés de distributeurs de sacs.

Cette obligation ne s'applique pas aux personnes titulaires de la carte d'invalidité prévu à l'article 174 du code de la famille et de l'aide sociale.

ARTICLE 6 : Dispositions relatives aux nuisances sonores

Les propriétaires ou gardiens d'animaux, prendront toutes les mesures nécessaires afin que leur animal ne provoque pas de nuisances sonores.

ARTICLE 7 : Constatation des infractions

Les infractions au présent arrêté sont constatées par procès-verbaux par les agents de la Police Nationale ou Municipale ainsi que par les agents territoriaux spécialement habilités à cet effet, les procès-verbaux étant transmis ensuite à Madame le Procureur de la République aux fins de poursuites.

Conformément aux dispositions de l'article R 610-5 du Code Pénal, le non-respect des prescriptions prévues par le présent arrêté est passible d'une amende de 1ère classe.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de CAEN, Monsieur le Directeur de la Police et de la Sécurité Urbaine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet du Calvados.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés du maire.

Fait à Caen le 12 mai 2020

Affiché le 14/05/20

Transmis à la préfecture le 14/05/20

Identifiant de l'acte 014-211401187-20200101-lmc190310-AR-1-

1

Exécutoire le 14/05/20

Notifié le

Le Maire,

Joël BRUNEAU